

Comptes 2020 et stratégie postale

La Poste c'est kankonvaou ?

Le jeudi 25 février, la Poste a dévoilé son plan stratégique au Conseil d'administration. Le même jour, elle présentait l'arrêté des comptes 2020. Opportuniste, elle s'appuie en grande partie sur la crise COVID pour avancer les pions de sa stratégie. Et cela contre le personnel et le service public postal. Notre administrateur a voté contre.

2020 : une année charnière...

La présentation des comptes 2020 montre une certaine ambiguïté. La direction sort de cette année avec un résultat net de plus de 2 milliards d'euros dû essentiellement à la recapitalisation de La Poste avec des titres CNP. Sans ces derniers, La Poste serait largement dans le rouge cramoisi.

Si nous présenter l'acquisition de la CNP comme la décision qui a sauvé La Poste d'un point de vue comptable est exacte, c'est rayer d'un trait assez grossier la crise COVID qui a touché durablement la communauté postière. C'est aussi gommer l'appétit assez gargantuesque en matière d'achats externes dont font preuve les dirigeants et leurs actionnaires. C'est d'autant plus un tour de passe-passe que cette revalorisation de 3 milliards n'apparaîtra plus l'année prochaine... et que si la direction a des perspectives beaucoup plus basses en termes de résultat net elles seront loin d'être catastrophiques.

Austérité pour les postiers

La direction de l'entreprise s'empare donc opportunément d'une crise majeure pour valider sa stratégie. Et elle le fait sur le dos des postier-e-s et du service public. Car dans l'affaire, le personnel a fait les frais de cette crise. Pour la maison mère, il n'y aura pas de prime d'intéressement cette année, la direction reprenant même les provisions prévues à cet effet en 2020, prouvant encore une fois que ce mode de rémunération n'est pas fiable pour les salarié-e-s. Cerise sur ce gâteau pourri, les personnels des services financiers de La Poste maison mère, moteur principal des résultats de la banque, ne toucheront rien... alors que ceux de la filiale Banque Postale se verront remettre une somme coquette.

De la même façon, les augmentations salariales cette année seront plus faibles que l'inflation, appauvrissant l'ensemble de postier-e-s. Par ailleurs, les dividendes qui ne seront pas distribués par les actionnaires serviront à de futurs achats externes, selon les « recommandations » de l'actionnaire principal. Le versement d'un treizième mois aurait été possible

pour l'ensemble des postier-e-s du groupe.

La pandémie:

une occasion de descendre le service public

Tout est fait sur le dos du service public, car la direction en a largement profité pour mener des attaques. La période du COVID a été une période de test grandeur nature pour la fermeture des bureaux de plein exercice ou la non-distribution du courrier 6 jours sur 7. Il a fallu la réaction de la population et de certain-e-s élu-e-s pour que les dirigeants du groupe prennent la mesure de l'attachement de la population au service public postal (argument qu'elle a d'ailleurs utilisé en interne pour culpabiliser le personnel qui revendiquait une sécurité maximum face au virus).

... pour justifier de la future stratégie

Et cette expérience in vivo a posé les bases de la stratégie du groupe pour les prochaines années. La branche courrier se résumerait dans cette phrase « nous étions une branche courrier qui distribuait du colis, nous serons une branche colis qui distribuera du courrier ». La Poste projette donc de devenir une multinationale se plaçant principalement sur le marché du colis et de la bancassurance avec des activités annexes notamment sur le numérique et la santé/dépendance. Le courrier voire les imprimés publicitaires deviennent des activités annexes. L'arrivée de la CNP signe aussi de futures évolutions à La Banque Postale. Ce sont des grandes mutations qui vont impacter les métiers de l'ensemble de La Poste, les conditions de travail des personnels dans les prochaines années. Là-dessus la direction voudrait que le personnel accepte sans broncher les suppressions d'emplois, le gel des salaires tout en faisant toujours plus.

Mobiliser pour l'avenir de La poste

Le Sénat commence à consulter sur l'avenir des missions de service public assurées par La Poste, notamment sur leur financement. Un financement qui est clairement désigné comme un fardeau dans le plan stratégique de La poste.

Pour la fédération SUD PTT, cette situation n'est plus tenable. L'avenir du personnel et du service public postal sont clairement en danger. Ces questions dépassent de loin le cercle fermé des dirigeants de La Poste et ses actionnaires, SUD PTT en appelle à un large débat public sur ce sujet. Devant un dialogue social qui n'existe plus, la seule solution revient à une large mobilisation.